

PRÉFET DE L'INDRE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire

Châteauroux, le 18 octobre 2016

Unité Interdépartementale du Cher et de l'Indre

**INSTALLATIONS CLASSÉES**

**Société LIGERIEENNE GRANULATS**

**Commune de SAINT-GENOU**

**Demande de diminution de la production  
maximale autorisée**

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

**1 – OBJET DU PRESENT RAPPORT**

Par transmission du 18 octobre 2016, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP) a transmis à l'inspection des installations classées, la demande de la société LIGERIEENNE GRANULATS relative à la diminution de la production maximale autorisée de sa carrière de SAINT-GENOU, en date du 13 octobre 2016.

Cette demande intervient dans le cadre de la gestion des extractions de granulats alluvionnaires en lit majeur afin de permettre l'exploitation d'une nouvelle carrière.

**2 – PRESENTATION DU SITE**

L'exploitation de la carrière de SAINT-GENOU, aux lieux-dits « Le Coignon » et « Les Galisettes » a été autorisée pour une durée de 30 ans par arrêté préfectoral en date du 26 août 1999.

Initialement délivrée à la société SACATRA, cette autorisation a été transférée au profit de la société LIGERIEENNE GRANULATS par arrêté préfectoral en date du 25 janvier 2011.

La carrière représente une emprise totale autorisée de 61 ha 49 a 44 ca, pour une superficie exploitable de 46 ha dont 21 ha en lit majeur de la rivière Indre.

L'extraction est réalisée en partie en eau à l'aide d'une dragueline. Le site dispose également d'une installation de concassage, criblage et lavage des matériaux.

Les matériaux ainsi confectionnés sont majoritairement destinés aux entreprises locales de fabrication de béton prêt à l'emploi.

L'autorisation est accordée pour une production maximale annuelle de 260 000 tonnes, et une production moyenne de 110 000 tonnes par an.

Compte tenu de sa localisation, la carrière est soumise aux dispositions du SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Loire-Bretagne 2016-2021 concernant la réduction des extractions de granulats alluvionnaires en lit majeur (voir ci-après).

### **3 – DEMANDE DE DIMINUTION DE LA PRODUCTION MAXIMALE AUTORISEE**

#### **Contexte**

Le SDAGE Loire-Bretagne fixe un ensemble de dispositions dont certaines visent en particulier à limiter et encadrer les extractions de granulats alluvionnaires en lit majeur de façon à limiter leurs atteintes aux milieux aquatiques.

La disposition 1F-2 pose notamment le principe de réduction des extractions de granulats alluvionnaires en lit majeur à raison de 4 % par an.

Pour mettre en œuvre cet objectif de décroissance, des quotas annuels d'extraction diminués progressivement d'une année à l'autre sont fixés régionalement et dans chaque département.

Deux indices sont ainsi définis :

- **l'indice granulats autorisés (IGA)** correspond à la somme des tonnages annuels maximum autorisés de chaque arrêté de carrière de granulats alluvionnaires en lit majeur et en cours de validité dans le département. Il est mis à jour une fois par an au 1<sup>er</sup> janvier, et s'élève à 269 800 tonnes dans le département de l'Indre (260 000 tonnes autorisées pour la carrière de SAINT-GENOU + 9800 tonnes autorisées pour une autre carrière du département) ;
- **l'indice granulats autorisables (IGAB)**, correspond à la somme des tonnages annuels maximum autorisés du département au 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédente, diminuée de 4 %. Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, il s'élève à 204 480 tonnes dans le département de l'Indre.

Une nouvelle autorisation de carrière de granulats alluvionnaires située en lit majeur (ou un renouvellement d'autorisation) ne peut dans ce cadre n'être délivrée que si les quotas ainsi définis sont respectés (IGAB > IGA).

Or, dans le département de l'Indre, au 1<sup>er</sup> janvier 2016, aucun quota n'est disponible.

#### **Demande de la société LIGERIENNE GRANULATS**

La société LIGERIENNE GRANULATS a déposé une demande d'autorisation d'exploiter une nouvelle carrière sur le territoire de la commune de VILLEDIEU-SUR-INDRE, située en lit majeur de l'Indre, à hauteur de 50 000 tonnes par an. Compte tenu de sa localisation dans le lit majeur de l'Indre, ce projet de carrière relève des dispositions 1F2 du SDAGE.

Dans les conditions actuelles, l'autorisation d'exploiter cette carrière ne pourrait être accordée dans la mesure où aucun quota d'extraction n'est disponible dans le département.

Afin de préserver toutefois un approvisionnement en granulats alluvionnaires de ce type, destinés aux seuls usages nécessitant une telle qualité (béton et ouvrages de génie civil), les dispositions du SDAGE prévoient des aménagements possibles.

C'est la raison pour laquelle la société LIGERIENNE GRANULATS sollicite la diminution de la quantité maximale annuelle autorisée de sa carrière de SAINT-GENOU à 144 680 tonnes par an (au lieu des 260 000 tonnes par an actuellement autorisées) afin de rendre l'IGA inférieur à l'IGAB tout en permettant l'exploitation de la carrière de VILLEDIEU-SUR-INDRE à hauteur de 50 000 tonnes par an.

Par cette diminution, l'IGA serait ainsi égal à 144 680 t (Saint-Genou) + 50 000 t (projet de Villedieu-sur-Indre) + 9800 t (autorisées pour une autre carrière) = 204 480 t et donc tout juste inférieur ou égal à l'IGAB fixé au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

À noter que la quantité moyenne extraite par an reste quant à elle inchangée (à savoir 110 000 tonnes) et que le phasage d'exploitation ne nécessite pas, par conséquent, d'être modifié.

#### **GARANTIES FINANCIERES ET ACTUALISATION DU TABLEAU DE CLASSEMENT DES ACTIVITES DU SITE**

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 09/02/2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations

classées, le montant des garanties financières doit être actualisé a minima tous les 5 ans, au prorata de l'évolution de l'indice TP01 notamment.

Le projet d'arrêté joint au présent rapport actualise le tableau du montant des garanties financières à constituer pour chaque phase quinquennale d'exploitation.

À noter que l'acte de cautionnement transmis à Monsieur le préfet le 24/03/2016 couvre un montant actualisé de 289 702 €, que celui-ci est en cours de validité et qu'il arrivera à échéance le 13/06/2021.

Par ailleurs, compte tenu des modifications intervenues sur le site et de l'évolution de la nomenclature des installations classée, il y a lieu de mettre à jour les activités du site telles qu'elles ont été définies à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 26 août 1999 et pour lesquelles l'exploitant a demandé à bénéficier de l'antériorité.

Le tableau de classement présenté dans le projet d'arrêté joint au présent rapport reprend ces éléments.

#### **4 – AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR ET PROPOSITIONS**

Considérant

- que la diminution de la production maximale autorisée sur la carrière de SAINT-GENOU permet d'envisager l'autorisation d'exploiter la carrière de VILLEDIEU-SUR-INDRE tout en respectant l'objectif de réduction des extractions de granulats en lit majeur prévu par le SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021 ;

- que cette réduction est sans conséquence sur le phasage de l'exploitation ;

en conséquence, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de l'Indre d'autoriser la diminution de la production maximale autorisée sollicitée par la société LIGERIENNE GRANULATS, et d'acter par ailleurs la mise à jour du tableau des activités du site ainsi que celui du montant des garanties financières.

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-31 du code de l'environnement, ce projet doit être soumis à l'avis des membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (formation « Carrières »).

